



Promotion d'un développement résilient au climat à Madagascar : Intégrer les solutions fondées sur la nature, les services climatiques, l'inclusion sociale et de genre, ainsi que les savoirs autochtones et locaux.

Janvier 2026

POLICY BRIEF

Résumé exécutif

Madagascar compte parmi les pays les plus vulnérables au monde. Le pays fait face à des défis climatiques diversifiés et spécifiques à chaque région : le sud aride connaît des sécheresses récurrentes, tandis que les forêts humides de l'Est sont de plus en plus exposées aux cyclones et aux inondations. Dans les hautes terres centrales, l'irrégularité des pluies, le gel et les glissements de terrain perturbent la productivité agricole, et les écosystèmes côtiers sont menacés par l'élévation du niveau de la mer, l'érosion et la dégradation des récifs coralliens. Ces aléas compromettent la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance, soulignant l'urgence de mettre en œuvre des mesures d'adaptation intégrées.

L'analyse politiques des multi-niveaux, menée dans le cadre du projet ALBATROSS Horizon Europe dans cinq pays d'Afrique subsaharienne (Ghana, Kenya, Madagascar, Afrique du Sud et Tanzanie), inclus les revues de 252 documents de politique nationale et infranationale, dont 33 provenaient de Madagascar. L'analyse de ces 33 documents de politique nationale montre que les risques climatiques les plus fréquemment abordés incluent les inondations (58 % des politiques), la sécheresse (52 %) et l'érosion des sols (39 %), tandis que l'érosion côtière (24 %) et les vents violents (33 %) sont également mis en avant.



*Figure 1 : Projet Albatross: Jeunes plants de mangrove à deux feuilles prêts pour le repiquage – Morondava, Madagascar.
Photo : Julio Duchene, UNESCO Madagascar, 4 novembre 2025.*

Les Solutions fondées sur la Nature (SfN) apparaissent dans 70 % des cadres, principalement à travers la reforestation (58 %) et la conservation côtière et marine (39 %), tandis que les SfN urbaines (6 %) et les écosystèmes de montagne (9 %) restent sous-représentés. Les services climatiques sont intégrés dans 48 % des politiques, avec des exemples notables dans le Plan national d'adaptation (2021) et la Politique météorologique. Cependant, la coordination intersectorielle et l'intégration de ces services dans la planification plus large du développement restent limitées.

L'intégration du genre et de l'inclusion sociale restent fragmentées, peu de politiques les prennent

en compte réellement de manière transversale. Les savoirs autochtones et locaux (IKLK) sont reconnus dans les évaluations des risques et les systèmes d'alerte précoce, mais ils ne sont ni institutionnalisés ni mobilisés de façon systématique dans les cadres politiques.

Pour renforcer la résilience, Madagascar devrait intégrer les SfN de manière transversale dans tous les écosystèmes, institutionnaliser les services climatiques dans des cadres multisectoriels et rendre obligatoire l'intégration du genre avec des indicateurs mesurables. La formalisation des IKLK via des plateformes de coproduction et un suivi communautaire renforcerait la légitimité et l'efficacité des actions. La mise en place de mécanismes dédiés de financement de la nature — tels que crédits carbone, crédits biodiversité et obligations thématiques — est essentielle pour passer à l'échelle et garantir que les politiques climatiques et environnementales produisent des résultats inclusifs et durables.



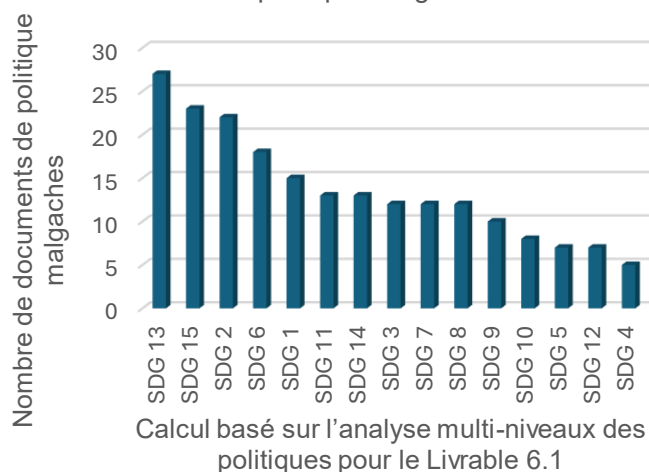
Figure 2 : Formation communautaire pour la mise en place d'une pépinière de mangroves dans le cadre du projet ALBATROSS à Belo-sur-Mer.
Photo : Christian Monja, OXFAM Madagascar, novembre 2025 (OZA).

Principaux résultats

Alignement des politiques avec les ODD

Une analyse de 33 documents de politique nationaux et infranationaux montre un fort alignement avec l'action climatique (82 % abordent l'ODD 13), la conservation de la biodiversité (70 % abordent l'ODD 15) et l'accès à l'eau potable (ODD 6, 55 %). En revanche, les dimensions sociales restent faibles, seuls 21 % des documents faisant référence à l'égalité de genre et 15 % à l'éducation.

Répartition des thématiques ODD dans les documents de politique malgaches étudiés



Aléas climatiques pris en compte

- Les aléas climatiques les plus fréquemment abordés incluent les inondations (58 % des politiques), la sécheresse (52 %), l'érosion des sols (39 %), l'érosion côtière (24 %), les vents violents (33 %), les feux de brousse (24 %), les glissements de terrain (21 %), l'intrusion d'eau de mer (9 %) et les vagues de chaleur (6 %).
- Ces risques soulignent l'urgence de mettre en œuvre des mesures d'adaptation intégrées.

Solutions fondées sur la Nature (SfN)

Intégration actuelle

- 70 % des politiques examinées à Madagascar incluent des mesures de SfN, dont 24 % présentent un niveau d'intégration élevé et 48 % un niveau moyen. Les exemples les plus solides sont le *Plan National d'Adaptation au Changement Climatique* (2021) et la *Stratégie et Plans d'Actions Nationaux pour la Biodiversité 2015–2025*.
- Les écosystèmes prioritaires sont les forêts (55 %), les eaux douces (48 %), l'agriculture (48 %) et les zones côtières/marines (45 %).
- Les actions les plus courantes sont la reforestation, la restauration des mangroves, la lutte contre l'érosion, l'agriculture durable et la création/gestion d'aires marines protégées.

Lacunes stratégiques

- Intégration limitée dans la planification urbaine et la *gestion* des écosystèmes d'eau douce et des zones humides.
- Ancrage législatif faible : les SfN ne sont pas explicitement rendues obligatoires dans les lois clés (par exemple, *Charte de l'Environnement*, *Loi sur l'Agriculture Biologique*).
- Les mécanismes et instruments de financement innovants pour les SfN restent absents ou fragmentés.

Recommandations politiques

- Intégrer les SfN de manière transversale dans toutes les stratégies de haut niveau, en veillant à couvrir aussi les écosystèmes urbains, d'eau douce et de montagne. Par exemple, le *Plan Emergence Madagascar* (2019), la *Stratégie Nationale de la REDD+* (2018–2030), la *Stratégie Nationale de Restauration des Paysages Forestiers et des infrastructures vertes à Madagascar* (2016) et la *Politique Générale de l'État / IEM* (2019–2023) ne couvrent pas l'ensemble des écosystèmes.

- Mettre à jour la législation pour exiger explicitement l'intégration des SfN/EbA (adaptation basée sur les écosystèmes) dans la planification de l'aménagement du territoire, de l'agriculture et des infrastructures. À l'exception de quelques documents, tels que, le *Plan National d'Adaptation au Changement Climatique* (2021) et la *Politique Forestière de Madagascar* (2017), la majorité des politiques existantes nécessitent un renforcement de l'intégration des SfN/EbA, comme la *Politique Nationale de l'Environnement pour le Développement Durable* (2015), la *Politique Nationale de la Lutte contre le Changement Climatique* (2008, révisée en 2021), la *Stratégie et Plans d'Actions Nationaux pour la Biodiversité* (2015–2020), les textes réglementaires (par ex. *Loi n° 2015-005 portant refonte du Code des Aires Protégées (COAP)*) et la *Lettre de Politique Bleue* (2015).
- Mettre en place des mécanismes innovants de financement de la nature (crédits biodiversité, crédits carbone, obligations thématiques) pour mobiliser l'investissement public et inciter l'investissement privé.
- Développer des cadres de suivi avec des indicateurs spécifiques aux SfN pour mesurer les co-bénéfices et guider une gestion adaptative.



Figure 3: Le paysage de Tamatave où Bondy (Partenaire de projet Albatross) met en œuvre la restauration. Photo Arthur Bostvironnois -Bondy

Services climatiques

Intégration actuelle

- 48 % des politiques font référence aux services climatiques, avec des dispositions solides dans le *Plan National d'Adaptation au Changement Climatique* (2021) et la *Politique Nationale de la Météorologie* (PNM).

- Les secteurs principalement couverts par les services climatiques sont la réduction des risques de catastrophe (27 %), l'agriculture et la sécurité alimentaire (21 %) et l'eau (18 %), mais cette focalisation sectorielle reste peu développée.
- Les enjeux clés concernent les systèmes d'alerte précoce, les bases de données de vulnérabilité, la surveillance climatique-santé, et l'intégration des données météorologiques dans la planification.

Lacunes stratégiques

- Intégration limitée dans les plans de développement multisectoriels (par exemple, *Plan Emergence Madagascar, Politique Nationale de l'Environnement pour le Développement Durable* (2015)).
- Coordination intersectorielle faible entre les secteurs de l'agriculture, de la santé et de la gestion des risques de catastrophes.
- Investissements insuffisants dans les infrastructures de données et les dispositifs de diffusion de l'information.

Recommandations politiques

- Intégrer les services climatiques dans l'ensemble des cadres de développement nationaux et infranationaux.
- Renforcer la coordination intersectorielle en reliant les services climatiques à l'agriculture, à l'énergie et à la planification urbaine.
- Investir dans les systèmes de données : étendre les réseaux d'observation, améliorer les capacités de prévision, promouvoir des systèmes d'alerte précoce multi-risques et garantir l'accès public à l'information et aux services climatiques.
- Encourager les échanges entre utilisateurs et fournisseurs afin d'adapter les services aux besoins décisionnels des communautés et des secteurs.



Genre et inclusion sociale

Intégration actuelle

- Environ 25 % des politiques incluent des mesures spécifiquement sensibles au genre, 25 % supplémentaires reconnaissent l'importance de cette dimension sans préciser d'actions, tandis que le 50% restante présente une intégration limitée ou inexistante du genre.
- La *Stratégie Nationale Genre et Changement Climatique* (2023) intègre la prise en compte du genre dans les politiques climatiques et la participation des femmes aux actions climatiques.

Lacunes stratégiques

- Les considérations de genre restent fragmentées et centrées sur des projets, sans être systématiquement intégrées de manière transversale.
- Faible attention portée à l'intersectionnalité (jeunes, groupes autochtones, communautés vulnérables, etc.).
- Absence de mécanismes de financement de la nature et de cadres de suivi réellement sensibles au genre.

Recommandations politiques

- Rendre obligatoire l'intégration transversale du genre dans toutes les politiques climatiques et environnementales, avec des indicateurs ventilés par sexe.
- Renforcer l'inclusion du genre dans les services climatiques, la mise en œuvre des Sfn et la gestion forestière, par exemple dans la *Politique Nationale de Lutte contre le Changement Climatique* (2021), la *Politique Nationale de la Météorologie* (2022) ou la *Loi n° 2015-031 relative à la Politique Nationale de Gestion des Risques et des Catastrophes*.
- Développer des mécanismes de financement de la nature sensibles au genre pour soutenir les entreprises Sfn portées par des femmes et les initiatives communautaires.

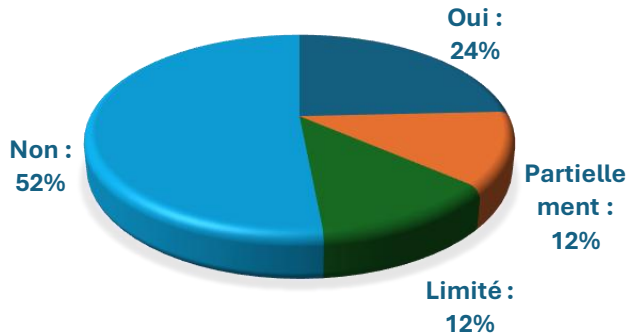
- Intégrer des approches intersectionnelles afin d'assurer l'inclusion des jeunes, des peuples autochtones et des groupes marginalisés.

Savoirs autochtones et savoirs locaux (IKLK)

Intégration actuelle

- Plusieurs politiques font référence aux IKLK, en particulier dans les évaluations des risques et les systèmes d'alerte précoce (par exemple, la *Politique Nationale de la Lutte contre le Changement Climatique*).
- 36 % des documents examinés contiennent des dispositions pour l'intégration des IKLK.
- Les pratiques traditionnelles en agriculture, en gestion forestière et en protection côtière sont reconnues, mais ne sont pas intégrées de façon systématique.

INTEGRATION DES SAVOIRS INDIGENES ET LOCAUX



Lacunes stratégiques

- Les savoirs autochtones et locaux (IKLK) restent sous-documentés et sous-valorisés dans les cadres politiques formels.
- Mécanismes institutionnels faibles pour la coproduction de connaissances entre scientifiques et communautés locales.
- Reconnaissance limitée des IKLK dans les systèmes de suivi et d'évaluation.

Recommandations politiques

- Institutionnaliser les IKLK comme contribution formelle aux services climatiques, aux cadres environnementaux et réglementaires, ainsi qu'aux stratégies d'adaptation.
- Soutenir les initiatives communautaires qui combinent savoirs scientifiques et savoirs locaux.
- Aller au-delà de la simple documentation pour passer à une mise en œuvre pratique, en reliant chercheurs, décideurs politiques et communautés locales.
- Protéger les droits des peuples autochtones en intégrant les IKLK dans les politiques de biodiversité et d'aménagement du territoire.

Conclusion

Madagascar a réalisé des progrès significatifs dans l'intégration des SfN et des services climatiques dans les cadres nationaux, mais les lacunes en matière d'inclusion de genre et l'intégration d'IKLK demeurent cruciales. Le renforcement des cadres législatifs, le développement de mécanismes et d'instruments de financement innovants pour la nature, ainsi que la mise en place de systèmes de suivi inclusifs seront essentiels pour faire monter en échelle un développement résilient au climat.

Points d'action clés pour les décideurs politiques

Réviser/actualiser les lois et stratégies afin d'y inscrire explicitement l'obligation d'intégrer les SfN et les services climatiques.

1. Mettre en place des mécanismes innovants de financement de la nature pour soutenir les SfN et les initiatives sensibles au genre.
2. Institutionnaliser les IKLK et les initiatives communautaires dans les cadres nationaux.
3. Assurer un renforcement systématique des capacités et une intégration transversale du genre, avec des indicateurs mesurables et désagregés.

En intégrant ces quatre axes thématiques dans l'architecture politique de Madagascar, les décideurs pourront accélérer les progrès vers les

Objectifs de développement durable et construire un avenir résilient et inclusif.

Contacts

- **Coordinatrice du projet** : Laura Sandra Leo, Université de Bologne (Italie) : laurasandra.leo@unibo.it
- **Auteurs** : Mary Nyasimi et Joseph Muhwanga, UNESCO : m.nyasimi@unesco.org et J.muhwanga@unesco.org

Contributeurs des hubs

- Arthur Bostvironnois, Bôndy : arthur@bondy.earth
- Julio Duchene, UNESCO : j.duchene@unesco.org
- Christian Monja, OXFAM : christian.monja@oxfam.org.za



Website: www.albatross-project.eu

Source : Cette note est basée sur le livrable D6.1 du projet ALBATROSS Horizon Europe : Analyse des politiques multi-niveaux (Nyasimi, Almassy, Muhwanga, et al., 2025). Pour des informations plus détaillées et les documents d'appui, veuillez consulter le rapport complet.